



REUTERS/BOB EDWIE/POOL

HALTE AUX MASSACRES!

PREMIER PLAN
Notre-Dame-des-Landes: après la répression, la réoccupation
Page 3



ACTU
25 novembre: dans la rue contre les violences sexistes!
Page 4

INTERNATIONAL
Russie



Appel à des journées internationales d'actions de solidarité contre les répressions en Russie.
Page 5



INTERVIEW
Médecine « Le paiement à l'acte, l'exercice solitaire, la liberté d'installation, ne répond plus aux besoins des populations »
Page 8

Depuis plusieurs jours l'armée israélienne a lancé une offensive de grande ampleur sur Gaza. Depuis le début de l'opération « pilier de défense », ce sont plus d'une centaine de Palestiniens qui sont tombés sous les bombardements des F-16, et de l'artillerie israélienne.

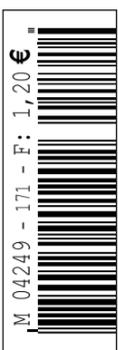
Cette attaque aérienne, qui rappelle sinistrement celle de 2008-2009 qui avait fait plus de 1300 morts, pourrait se poursuivre par une attaque terrestre. Continuité de l'occupation, approche des élections et affirmation régionale, les bombes qui tombent sur la Palestine occupée ont plusieurs rampes de lancement avec comme victimes toujours les Palestiniens.

Une attaque prévisible

Loin d'être un hasard, l'attaque israélienne sur Gaza apparaît comme préméditée. En s'en prenant au chef militaire du Hamas, Israël savait que ce geste ne serait pas sans réaction et trouvait dès lors la justification à l'appel des réservistes, le pilonnage aveugle

et meurtrier voire l'action terrestre. Pourquoi alors l'État sioniste cherche-t-il l'affrontement face à un territoire qui subit depuis plus de 5 ans un blocus inhumain et apparaît comme « sous contrôle »? Les raisons sont multiples. Dans un contexte régional extrêmement mouvant, Israël a besoin de réaffirmer sa supériorité militaire face aux régimes issus des révolutions arabes et notamment l'Égypte. Par ailleurs, il s'agit de montrer à l'Iran qu'Israël est maître de son destin et qu'ils ont la capacité de mener seuls une opération militaire de grande envergure s'ils se sentent menacés. Toutes ces considérations géo-stratégiques se font dans le contexte de la réélection d'Obama, auquel les dirigeants israéliens auraient préféré Romney, avec qui il faut resserrer les liens.

SUITE PAGE 2



Agenda

23 novembre, Lisieux, la prochaine Camera City ?

Soirée débat à 19 heures à l'Espace Victor Hugo de Lisieux avec Noé Leblanc (spécialiste sur la video-surveillance), Camille Polloni (journaliste à Rue 89), Sabine Michaux (EELV), Laurent Soni (PS) et Miguel Segui (NPA).

23-25 novembre, Fête de l'Huma Bretagne, Lorient-Lanester.

Débat avec les dirigeants nationaux d'EELV, du PS, du Front de Gauche et Christine Poupin sur le thème « Six mois après les élections, où en est le changement ? ». RV le samedi 24 novembre à partir de 16h30, au parc des expositions du pays de Lorient-Lanester.

24 novembre, manifestation pour le droit à l'IVG, Paris.

RV à 10 heures devant l'hôpital Tenon, rue de la Chine, métro Gambetta. À l'appel du collectif de défense du Centre IVG Tenon, formé par l'Association Droits de Femmes du 20^e, Sud (Tenon), CGT (Tenon), NPA, PCF, PG, Gauche anticapitaliste, les Verts, Alternative Libertaire et autres associations de Paris 20^e.

25 novembre, manifestation contre les violences faites aux femmes.

RV à 14h30, de la Bastille au ministère de la justice, à l'appel du collectif national pour les droits des femmes.

28 novembre, meeting NPA, Grenoble.

« De gauche comme de droite, l'austérité on la combat ! » Avec Christine Poupin, porte-parole du NPA. RV à 18h à la Chaufferie, 98 rue Léon Jouhaux à Grenoble. Meeting à 19h30, ateliers à 18 heures.

28 novembre, réunion publique avec Olivier Besancenot Paris 13.

Réunion publique avec Olivier Besancenot à RV à 19 heures au bar l'Âge d'Or, 26 rue du Docteur Magnan, Paris 13. Métro Olympiades, Tolbiac ou Place d'Italie.

29 novembre, meeting du CAC 31, Toulouse.

Avec l'intersyndicale de Sanofi Toulouse, ATTAC, CGT, FSU, Solidaire, un représentant de Syriza, un militant portugais, Gérard Onesta (EELV), Jean-Luc Mélenchon (FdG) et Philippe Poutou. RV à 20h30 - Parc des expositions - Hall 8

29 novembre, meeting NPA, Rouen.

RV à partir de 18h30 à la Halle aux Toiles à Rouen. - Table ronde « Quelles résistances pour refuser de payer leurs crises » avec des acteurs et actrices des luttes actuelles (syndicalistes de M-Real, Petroplus, Sanofi, Renault et La Poste, travailleurs/euses sociaux, Notre santé en danger, Urgence climatique justice sociale, Collectif contre la dette et l'austérité) - Buffet - Meeting / débat avec Christine Poupin, porte-parole du NPA.

30 novembre, meeting NPA, Reims.

RV à 20h30, Salle Goulin, 6 rue de la Neuville (Tram A et B arrêt Saint-Thomas) Avec Philippe Poutou et une porte-parole des Sodimédical Suivi d'un concert à 22 heures.

SUITE DE LA PAGE 1

Sur le plan intérieur, il faut étouffer toute résistance et empêcher toute reconnaissance de la Palestine à l'ONU. Enfin, nous sommes à quelques semaines des élections législatives en Israël et quoi de mieux pour Netanyahu et son allié d'extrême droite Lieberman que de montrer ses gros bras pour s'assurer la victoire en jouant sur la peur ? Toutes ces raisons conjuguées laissent à penser que cette attaque était plus que prévisible.

Le soutien assassin des grandes puissances

Pourquoi se priver ? On pourrait se poser la question quand on voit les réactions des grandes puissances à cette agression. Les déclarations d'Ashton, ministre des affaires étrangères de l'Union européenne sont sans ambiguïté. Tout en déplorant la perte de vie humaine des deux côtés, Ashton a déclaré : « Les attaques à la roquette de la part du Hamas et d'autres groupes depuis Gaza, qui ont provoqué la crise actuelle, sont totalement inacceptables et doivent cesser. Israël a le droit de protéger sa population de ce genre d'attaques (...) J'appelle Israël à faire en sorte que sa réponse soit proportionnée ». Pour elle, tout est de la faute des palestiniens ! Les sionistes auraient effectivement tort de se priver ! Ce soutien politique n'est pas sans lien avec l'intégration économique d'Israël à l'espace européen, avec la signature récente de l'accord ACAA (accord sur la conformité et l'acceptation

des produits industriels) entre l'UE et Israël. Bien que violant les résolutions de l'ONU depuis presque un demi-siècle, bien que pratiquant encore la colonisation, bien qu'ayant mis en place un blocus illégal et inhumain, bien qu'étant responsable de la mort de milliers de personnes, Israël bénéficie non pas d'impunité mais du soutien de l'Union européenne et des États-Unis.

À nous de tout faire pour que cela cesse !

En renvoyant dos à dos Palestiniens et Israéliens, en mettant sur un pied d'égalité la résistance palestinienne face à un État colonisateur et assassin, les dirigeants politiques occidentaux laissent les mains libres à Israël pour détruire la bande de Gaza. C'est donc contre nos propres gouvernements que nous devons nous battre : seule la rue peut renverser ce processus et imposer une autre politique à Israël. Il faut faire payer le prix à la politique d'alignement de Hollande sur la politique israélienne en se mobilisant largement. C'est déjà le sens que nous donnons à la campagne BDS qui réclame le boycott de cet État pour aider le peuple palestinien dans sa lutte.

Nous refusons l'occupation, l'apartheid et la colonisation sous toutes ses formes, et luttons au quotidien pour y mettre fin : Pour des sanctions immédiates contre l'État d'Israël ! Pour l'arrêt des massacres ! Palestine vivra, Palestine vaincra !

Antoine Chauvel

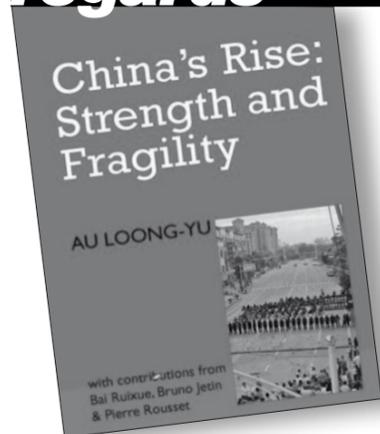
Seule la rue peut renverser ce processus et imposer une autre politique à Israël.



PHOTOTHÈQUE ROUGE/NILS

regards

Propos recueillis par Terry Conway (traduction de Ross Harrold)



Chine : « il est important de reconquérir les syndicats »

Rencontre avec Au Loong Yu, l'un des fondateurs de Globalization Monitor (Hong Kong), aujourd'hui membre de la rédaction de China Labour Net et auteur du livre « China's Rise : Strength and Fragility » (Resistance Books, IIRE, Merlin Press, disponible à la librairie la Brèche).

Peux-tu nous parler des luttes de travailleurs qui ont soulevé des questions de démocratie, qui se sont opposés à la privatisation et qui se sont battus pour de meilleures conditions de travail ?

Deux exemples sont particulièrement intéressants. Le premier et le plus récent est celui des 700 travailleurs de la société Ohms Electronics Shenzhen (partenaire de la société japonaise TNC Panasonic) qui ont fait grève pendant trois jours, du 29 au 31 mars 2012, sur la question des salaires et du temps de travail. Ils ont demandé aussi de nouvelles élections dans leur syndicat afin que leurs intérêts soient mieux représentés. Les travailleurs se sont plaints, dans leur lettre ouverte du 26 mars, du fait que le président du syndicat ait été nommé par la direction et qu'il était lui-même un cadre, ce qui violait la législation sur les syndicats et la charte du syndicat officiel. La grève a été un succès quand une partie des cadres intermédiaires mais aussi des gardiens de sécurité ont rejoint le mouvement. Les travailleurs ont également utilisé Weibo, la version chinoise de Twitter, afin d'étendre leurs revendications sur le net. Bien que plus tard la direction a réussi à diviser les cadres intermédiaires des travailleurs grévistes, l'action a réussi à arracher des concessions sur les revendications économiques des travailleurs ainsi qu'un accord visant à l'organisation d'une nouvelle élection de la direction syndicale par le syndicat local. L'élection a eu lieu entre fin avril et début mai et bien que l'ancien président ait perdu l'élection, le nouveau président du syndicat est un cadre de l'atelier et d'après certaines sources il y aurait eu manipulations et fraudes lors

de l'élection. Malgré cela, la moitié des membres du nouveau comité du syndicat seraient des travailleurs qui avaient fait grève. À cause de la censure et d'une répression féroce, il est difficile de vérifier cette information.

Cet exemple est très significatif car les travailleurs, même s'ils font souvent grève, ne sont pas toujours conscients de combien il est important de reconquérir les syndicats pour eux-mêmes, de façon démocratique car ils n'ont pas une identité collective forte. Je ne sais pas si les travailleurs de chez Ohms ont été inspirés par la grève de Honda Foshan en 2010. Mais en tout cas cette grève-là est considérée comme un événement déterminant dans le développement de la conscience des travailleurs ruraux migrants. En mai 2010, 1800 travailleurs chez Honda Foshan sont passés à l'action. Ils ont demandé une augmentation de salaires et la réorganisation du syndicat d'entreprise. Ceci a entraîné pendant l'été une vague de grèves des travailleurs des entreprises automobiles étrangères. Dans une lettre ouverte, les délégués des travailleurs ont condamné le syndicat de la branche en écrivant : « Nous sommes scandalisés par l'appropriation des fruits des luttes des travailleurs par le syndicat. Nous insistons pour que le syndicat de l'usine soit élu par les travailleurs de la chaîne de production. » Les raisons de leur lutte données dans la lettre sont dignes d'attention : les travailleurs ne luttaient pas seulement pour leurs propres intérêts mais étaient préoccupés par les intérêts des travailleurs de la Chine entière. Une vision tellement large et très rare chez les travailleurs ruraux migrants. La grève a duré plus de deux semaines

et n'a pris fin que lorsqu'on a proposé aux travailleurs réguliers de l'usine une augmentation de salaire de 35% et à ceux qui travaillaient en tant qu'« internes » à l'usine une augmentation de plus de 70%. Plus tard la direction a accepté aussi de nouvelles élections dans le syndicat d'entreprise. Le syndicat local a peu après annoncé l'élection du syndicat d'entreprise dans l'usine fin août 2010. Il s'est avéré que ce n'était qu'une élection partielle où seulement une partie de la direction du syndicat d'entreprise a été réélue et que l'ancien président, qui était très mal vu par les grévistes, a gardé son siège. Un peu plus d'un an plus tard, l'élection d'une nouvelle direction du syndicat d'entreprise a eu lieu, en novembre 2011. Celle-ci n'était pas véritablement démocratique non plus puisque la direction sortante a gardé le monopole de la nomination des candidats pour la nouvelle direction de manière à ce que des membres de la direction de l'entreprise soient élus, tandis que des militants qui avaient dirigé la grève en 2010 ont été totalement écartés. Malgré cela, la grève a montré que les travailleurs ont le pouvoir d'améliorer leur situation. Ces deux exemples d'action ouvrière et la revendication d'un syndicat contrôlé par la base, donnent une image alternative de travailleurs qui se battent pour leurs droits, plutôt que celle où les travailleurs sont perçus comme un groupe vulnérable qui aurait besoin d'une aide extérieure et de travailleurs qui ne pourraient pas résister tout seuls contre l'injustice, comme les travailleurs de Foxconn qui se suicidaient. L'intégralité de l'interview (en langue anglaise) est disponible sur le site de Europe Solidaire Sans Frontière : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article26908>

HOLLANDE

Les habits neufs du président

Exercice réussi, commente la presse tout entière attachée à discuter de la forme après la conférence de presse de François Hollande mardi 13 novembre. « Hollande sort le grand je » titre Libération. « Le Président était dans son costume, avec une aisance, une autorité et une solennité qui ne juraient pas avec l'esprit de la V^e République ». Et voilà la gauche libérale rassurée, le président normal a pris de la hauteur sous les ors des salons de l'Élysée, un président responsable... vis-à-vis des patrons.

Les Échos commentent : « La conférence de presse de François Hollande avait un objectif politique et un seul : montrer que le président de la République tient les commandes. De ce point de vue, l'exercice d'hier a été réussi. Sur la forme, le chef de l'État s'est montré solide, évitant toute annonce spectaculaire qui aurait pollué cette opération séduction des médias ». Séduction des médias, peut-être, de l'opinion ouvrière et populaire, certainement pas, bien au contraire. Ce n'est pas elle que Hollande voulait convaincre. Posant au chef d'État il a assumé l'impopularité. « Je ne prépare pas le sort d'une prochaine élection, je prépare le sort d'une prochaine génération... La seule question qui vaille, ce n'est pas l'état de l'opinion aujourd'hui, c'est l'état de la France dans cinq ans. (...) Je suis aujourd'hui un président responsable, pleinement responsable, responsable de tout mais qui ne décide pas de tout. » Pour finalement affirmer plein de suffisance : « Je suis élu de toute une nation. » La messe était dite !

Un catalogue de reculs sociaux

Pour le bon peuple, malgré l'enrobage verbeux, les propos étaient, sans surprise, mauvais. Il y aura « une hausse continue du chômage pendant un an », affirme Hollande tout en essayant de faire croire au mirage de « parvenir à redresser la croissance et à réduire le chômage »

d'ici la fin de 2013. Sur la réforme du marché du travail, il appelle syndicats et patrons à « faire un compromis historique » pour aller vers plus de flexibilité, de précarité. Il vante « l'esprit d'entreprise », flatte les patrons pour esquiver l'offensive engagée contre le « coût du travail » par une formule : « Il n'est pas tout mais est tout sauf rien ». Quelle hauteur de vue ! La priorité est donnée au désendettement par la réduction des déficits « à marche forcée ». Sur le plan de la dépense publique, il souhaite, sans rire, « faire mieux en dépensant moins », avec un objectif de 60 milliards d'euros d'économies sur cinq ans, et confirme les hausses de TVA dont il avait dit qu'il n'en était pas question... L'autre priorité, la « réorientation de l'Europe », se résume en fait à la mise en œuvre du traité « Merkozy ».

Sur les gaz de schiste, il dit rester sur ses positions tout en déclarant « la recherche est possible sur d'autres techniques que celle de la fracturation hydraulique ». À propos du droit de vote des étrangers, la dérobade est claire, « un référendum, en ce moment ? Si nous n'aboutissons pas par la voie parlementaire, je verrai dans quel état est notre nation, mais aujourd'hui, ce n'est pas dans mon intention ». En clair, si la droite n'est pas d'accord, je ne bouge pas... Et cerise sur le gâteau, il a repris à son compte la fable de Valls concernant l'extradition d'Aurore Martin : « À aucun moment, ni la garde des Sceaux ni le



ministre de l'Intérieur et a fortiori moi-même, n'avons été interpellés pour dire quoi que ce soit au nom de la France ».

Alignement sur l'impérialisme américain

Sur le plan international, là encore, c'est la continuité. La France reste alignée sur la politique des USA, que ce soit sur la Syrie ou l'Otan. « Une décision de sortir ne serait comprise par absolument personne et ne nous apporterait absolument rien. Nous n'aurions pas les arguments. De Gaulle a eu

raison à l'époque, aujourd'hui, ce n'est pas du tout le cas. »

Une des dernières questions portait sur les manifestations contre l'austérité du 14 novembre. Hollande n'a pas craint de dire que les manifestants seraient dans la rue pour soutenir sa politique, puisqu'ils demandaient des réponses à la crise ! Dommage qu'il ne soit pas venu à la manif pour mesurer la popularité de sa politique d'austérité et de baisse du « coût du travail »... L'autosatisfaction ne suffit pas à convaincre. Au contraire.

Yvan Lemaitre



Par Christine Poupin

ZONE DE TURBULENCE

Ayrault ne s'attendait pas au succès de la manifestation du samedi 17 novembre à Notre-Dame-des-Landes. Quand il a décidé le 16 octobre d'envoyer des centaines de gardes mobiles détruire les habitations et les cultures des occupantEs de la ZAD pour laisser le champ libre au bétonneur Vinci, il ne prévoyait pas le vaste mouvement de solidarité que cette action policière allait réveiller. Ce projet d'aéroport inutile et destructeur est en passe de devenir pour le Parti socialiste au pouvoir un véritable cauchemar. Bruno Le Roux, chef de file des députés du PS, peut continuer de s'aveugler et parler de « guérilla menée contre des décisions démocratiques » pour dénigrer la mobilisation, c'est aujourd'hui le gouvernement qui est dans l'embarras. Le formidable rassemblement militant et populaire a permis la réoccupation de la ZAD, comme il s'en était fixé l'objectif, grâce à la détermination et à l'auto-organisation des occupantEs et des habitantEs, grâce au soutien local, régional et national qu'ils ont reçu. Notre-Dame-des-Landes est devenu un problème politique pour le gouvernement et pas principalement parce que dans sa propre majorité, la couleuvre est un peu grosse à avaler pour Europe Écologie-les Verts. Plus substantiellement c'est le fond de sa politique qui y est mis à nu et refusé. D'abord, ce sont les faux semblants sur le terrain de l'écologie qui volent en éclats avec cet aéroport de trop qui détruit des terres agricoles et mise sur le développement du transport aérien alors la lutte contre le réchauffement climatique exige de le réduire. C'est aussi la complaisance à l'égard des multinationales, qui est résumée dans le fabuleux cadeau fait à Vinci. C'est encore le double langage sur la réduction des déficits qui est révélé au grand jour quand l'argent public est jeté par les fenêtres dans un partenariat public-privé qui comme toujours ne bénéficiera qu'au privé. La mobilisation a permis une première victoire. La majorité gouvernementale paierait au prix fort tout nouveau coup de force pour imposer la construction de l'aéroport. Radicale et unitaire, cette lutte peut imposer un recul à l'injustice sociale et l'irresponsabilité écologique.

NOTRE-DAME-DES-LANDES

Après la répression, la réoccupation

Un quarantaine de cars venus de toute la France, un nombre incalculable de voitures arrivées tôt le matin et rangées sur des kilomètres le long des routes. Pari tenu : près de 40 000 personnes, venues de toutes les régions de France, ont manifesté dans le bocage nantais ce samedi 17 novembre.

L'espoir des 10 000 manifestantEs attendu s'est vite révélé largement dépassé : alors que les premierEs manifestantEs atteignaient leur but, les suivantEs rejoignaient encore les points de départ. Les 200 tracteurs annoncés par la Confédération paysanne s'étaient multipliés : 400 tracteurs, dont certains chargés de matériel.

Trois heures de marche au milieu d'une foule resserrée, c'est ce qu'il a fallu au cortège NPA, avec notre porte-parole Christine Poupin et Olivier Besancenot, pour atteindre le lieu de réoccupation. Car cette grande manifestation avait pour objectif la reconstruction de la ZAD et, depuis samedi, cinq bâtisses préconstruites ont commencé à s'édifier. Grâce à une multitude de savoir-faire et d'ingéniosités, de solidarités, de chaînes humaines pour apporter poutres, charpentes, tôles, paille, la reconstruction prend forme, pour le moment sur des terrains juridiquement à l'abri d'une expulsion.

40 000 indignéEs face au mépris

IndignéEs par l'ampleur des moyens policiers et militaires mis dans la destruction systématique

des lieux de vie – maisons, cabanes et potagers – des occupantEs de la ZAD bien renommée « zone à défendre ». IndignéEs parce que tous ces moyens de répression, pris sur les fonds publics, sont mis au service de la multinationale Vinci, au détriment des investissements utiles à la population. IndignéEs par le mépris total d'une « social-démocratie » incapable d'entendre les centaines de milliers de voix qui s'élèvent. IndignéEs par l'obstination du gouvernement à défendre le projet-phare de son Premier ministre Ayrault.

Ayrault désavoué par la population

Lorsque les policiers étaient intervenus pour déloger les occupantEs de la forêt de Rohan, l'un d'eux avait réussi à scier la corde qui le retenait. Cet épisode résume à lui seul la manière dont Ayrault s'est coupé de sa base par cette répression massive : celle-ci a non seulement soudé toute une population aux occupantEs de la ZAD, pourtant largement diaboliséEs, mais elle a aussi servi malgré elle à faire connaître largement les arguments des opposantEs. Une partie croissante de la population réclame



désormais qu'on débâte du fond de ce projet, de sa prétendue utilité économique et des emplois qu'il est censé créer, du saccage de son environnement par la logique folle des métropoles conçues comme un instrument de concurrence, des fonds publics lâchés au seul profit de Vinci.

Contradiction au sein de l'écologie institutionnelle

La force du mouvement aura aussi révélé les contradictions d'EELV : alors que ses militantEs font partie des opposantEs historiques au projet,

ses dirigeants locaux, Magnen et De Rugy, avaient d'abord dénoncé les « ultras » qui occupent la ZAD... avant de participer à la manifestation du 17, à grand renfort médiatique. Il faudra d'autres batailles, et pas seulement juridiques, pour qu'enfin le PS cède. Tout indique, à l'heure où nous écrivons, que les policiers de Ayrault vont intervenir pour déloger à nouveau les occupantEs légitimes de la ZAD. Le NPA appelle dès maintenant à riposter et à préparer la manifestation prévue samedi 24 novembre.

CorrespondantEs NPA 44

14 NOVEMBRE EN FRANCE

Une occasion manquée



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

Le 14 novembre, journée de grève générale en Europe. Mais en France, faute d'appel à la grève et de perspectives, la mobilisation a été faible. La riposte, ce n'était pas maintenant !

Dans l'État espagnol et au Portugal, des manifestantEs ont défilé, appuyés par des secteurs en grève comme l'industrie et les transports. Au Portugal, à deux semaines du vote du budget, cette journée de mobilisation, la plus grosse depuis la révolution des œillets commentent certains, était l'occasion de refuser de nouveau le budget de la rigueur 2013. En Grèce, la grève générale a eu lieu les 6 et 7 novembre contre les mesures d'austérité discutées au même moment au Parlement et le vote d'une loi facilitant la privatisation des sociétés publiques.

Une journée sans réel enjeu

Le degré des attaques contre les salariéEs et la puissance des mobilisations dans les pays du sud de l'Europe obligent les principales directions syndicales à se montrer plus offensives qu'ailleurs. En France, cette journée fut une occasion manquée de mettre en mouvement et de faire converger les différentes luttes de l'industrie avec d'autres secteurs notamment ceux du public. Si cinq syndicats appelaient bien à relayer l'initiative de la CES, c'était pour en faire une journée de mobilisation sans aucun appel à la grève. D'emblée le ton était donc donné : cette journée ne serait pas une démonstration de force contre la politique du gouvernement qui brosse dans le sens du poil le patronat et s'apprête à faire payer l'addition aux salariéEs. En effet, à 6 jours du vote global du budget à l'Assemblée nationale, cette journée, dans la suite de celle du 9 octobre aurait pu être l'occasion de commencer à mettre en avant les revendications d'interdiction des licenciements, du maintien des sites et des emplois, de l'augmentation des salaires en lien avec le refus de la rigueur incarnée dans le prochain budget 2013.

Pas de convergence

Des préavis sont tombés au compte-gouttes et souvent de manière confidentielle mais d'appel clair à la grève, il n'y en eut que très peu. Alors qu'au bout de six mois, le gouvernement est déjà fragilisé par une politique d'austérité, les directions des principaux syndicats se refusent à l'affrontement quand le patronat avance ses pions sur le « coût du travail » et le « choc de compétitivité ».

Dans quelques départements, des intersyndicales ont appelé aux manifs locales sans jamais pousser jusqu'à l'appel à la grève, et de fait, partout les cortèges furent assez minces : 1 000 à Rennes, 2 000 à Marseille, 2 500 à Lille, 3 000 à Bordeaux et environ 5 000 à Paris.

Le 9 octobre avait été une première occasion de faire converger ensemble pour une même action devant le Mondial de l'Automobile de nombreuses équipes des boîtes menacées de fermeture et de licenciements, à l'occasion de la journée de grève appelée par la CGT. Le 14 aurait pu être un moment où public et privé se rassemblaient contre l'austérité et ses conséquences. Pour autant, il nous faut continuer à discuter de la nécessité de se mobiliser contre ce gouvernement qui défend chaque jour davantage les intérêts des patrons, des financiers et des actionnaires au détriment de la majorité d'entre nous.

Denise Sarraute



DROIT DES FEMMES

Dans la rue le 25 contre les violences sexistes !

Une jeune femme, Savita Halappanavar, est morte récemment en Irlande après que l'hôpital lui ait refusé l'avortement. C'est un des symboles du recul des droits des femmes et de la violence de la société à leur encontre dans le monde entier.

La crise mondiale sert aux classes dirigeantes pour justifier les conflits armés et la domination impérialiste, faire des budgets d'austérité. Elle sert aussi au patronat pour faire des plans sociaux, exiger plus de flexibilité et de rentabilité.

Contre la guerre et la domination néo-coloniale

L'impérialisme est source de nombreux conflits armés et/ou situation de misère, d'exploitations des populations dominées dans lesquels les femmes sont encore des cibles privilégiées. La pratique du viol de guerre, permettant de terroriser toute une population, est toujours d'actualité. Quand les femmes migrent, elles sont confrontées à un violent racisme qui ne fait qu'aggraver leur situation.

Contre l'austérité

À l'échelle mondiale, les femmes fournissent encore un travail énorme et gratuit pour produire la nourriture, élever les enfants, prendre soin des plus faibles. Avec l'austérité, les tâches prises en charge par la collectivité sont désormais assurées gratuitement par les femmes ou « sous-traitées » par les femmes disposant de revenus à des femmes plus précaires (c'est le sens du développement des « services à la personne »). L'absence ou la casse de l'accès à la contraception et à l'avortement dans de bonnes conditions sanitaires tue des femmes par centaines, à l'instar de Savita Halappanavar. L'absence ou la mise à mal de l'éducation, des transports, des crèches... maintiennent les femmes dans la dépendance de leur père puis de leur mari, et de leur patron pour les salariées.

Contre l'offensive patronale

La guerre du patronat pour faire payer la crise aux travailleurs est aussi une guerre

pour la faire payer aux travailleuses. Les femmes sont encore plus que d'habitude utilisées comme variable d'ajustement. On les persuade par l'éducation, les médias, etc, que leur vraie place est au foyer. En même temps on leur fait intégrer le marché du travail comme appoint : en temps partiel ou en intérim, qui ne donnent pas la stabilité et/ou un revenu suffisant pour vivre autonome. Ce travail des femmes considéré comme de l'appoint est massivement moins bien payé que celui des hommes (autour de 25% de salaire en moins en moyenne). Les femmes sont aussi les premières licenciées, cela provoque moins de résistance puisqu'est ancrée l'idée que la femme sera plus utile au foyer « à sa vraie place ».

Dans la rue pour nos droits !

L'ensemble des ces éléments témoigne des violences morales, symboliques, physiques et sexuelles inacceptables faites aux femmes. Les violences s'accroissent avec la crise. De grandes affaires comme l'affaire DSK ou le procès de Créteil en France montrent que le discours dominant est de déconsidérer la parole des femmes, de légitimer ou minimiser la violence. C'est en prenant nos affaires en main que les droits des femmes au travail, dans la rue ou à la maison progresseront. C'est pourquoi le NPA appelle à manifester avec les organisations féministes le 25 novembre dans le cadre de la journée mondiale contre les violences faites aux femmes.

Carlita Garl

Défense de l'IVG contre l'extrême droite catholique

Il y a 26 ans, pour la première fois, un commando d'intégristes catholiques anti-avortement a envahi le centre IVG d'un hôpital, saccageant le bloc opératoire et terrorisant personnels et patientes. C'était à l'hôpital Tenon dans le 20^e arrondissement de Paris. Samedi 24 novembre, ces mêmes intégristes ont décidé de « fêter » cet anniversaire en revenant prier devant l'établissement. En juillet 2009 le centre IVG à Tenon a été fermé, comme 179 autres centres en France depuis dix ans. Un collectif large et unitaire s'est alors formé et s'est battu pour la réouverture. En avril 2011, après 15 mois de manifs, débats, délégations et encore manifs, le centre a repris ses activités. Cette victoire est restée en travers de la gorge de l'extrême droite catholique qui

est venue prier dans la rue aux alentours de l'hôpital. Chassés une première fois par une contre-manifestation, ils sont revenus neuf fois ensuite, protégés par la police de Sarkozy.

Le ministre de l'Intérieur actuel a été saisi deux fois par le collectif pour qu'il fasse respecter la loi et interdise la présence des intégristes à proximité de l'hôpital. Il n'a toujours pas répondu !

Le nouveau gouvernement a annoncé le remboursement à 100% de l'IVG mais il est encore loin de respecter le droit des femmes jusqu'au bout. C'est pourquoi le collectif appelle à manifester massivement le 24 novembre et maintient ses revendications : un centre IVG dans chaque hôpital public, le retrait de la loi Bachelot et un hôpital public pour tous !

Correspondant

ÉGALITÉ DES DROITS

Stopper les homophobes et les fachos

Pas de jaloux : Bruno Gollnisch, dirigeant du Front national, a participé aux deux manifestations parisiennes contre le droit au mariage pour les couples homos. Celle organisée principalement par l'Alliance Vita de Christine Boutin le samedi 17 et celle organisée par l'Institut Civitas des intégristes catholiques et différents courants de l'extrême droite le lendemain.

Alors que les manifestations organisées le samedi ont tenté de se donner un vernis plus respectable, la manifestation du dimanche révélait plus clairement le fond idéologique de la croisade des réacs : les intégristes catholiques et différents courants de l'extrême droite ont paradé à Paris derrière des banderoles proclamant notamment que « la famille est la base de la nation » ou que « La France a besoin d'enfants, pas d'homosexuels ». Et en région tous ces courants se sont mêlés dans des manifestations communes.

Ne pas laisser le terrain

Derrière la question de l'égalité des droits, ce sont les tenants de l'ordre moral qui vont faire leur miel des vacillations de la gauche et Marine Le Pen qui jubile. Il est temps d'organiser la riposte pour ne pas leur laisser le terrain. Pour l'instant ce sont des initiatives fragmentées et pour beaucoup spontanées qui ont mobilisé les milieux LGBTI, féministes et antifascistes.

À Paris un collectif de 200 activistes de différents réseaux a organisé dimanche une action devant l'église Saint-Nicolas du Chardonnet dans le Quartier latin

à Paris, fief des intégristes et des franges catholiques de l'extrême droite. Aux cris de « Nous sommes tous des enculés » les activistes ont occupé le perron de l'église, et ont déployé une banderole « Homophobes » sur la façade d'un hôtel, lieu de départ de la manifestation homophobe.

À son échelle le succès de cette action montre la nécessité d'une riposte d'ampleur pour ne pas permettre aux franges les plus réactionnaires de profiter des hésitations et reculs du PS et obliger le gouvernement à reconnaître l'égalité entière des droits.

Denis Godard



APPEL À DES JOURNÉES INTERNATIONALES D'ACTIONS DE SOLIDARITÉ CONTRE LES RÉPRESSIONS EN RUSSIE

Demande des forces de la gauche russe à leurs compagnons de lutte

Aujourd'hui, nous, représentants des organisations de gauche de Russie, adressons un appel à la solidarité à nos compagnons de lutte du monde entier. Cette demande et votre réponse sont très importantes à nos yeux. Il ne s'agit pas d'un énième cas de condamnation d'innocents par la « justice » punitive de la Fédération de Russie ou d'une nouvelle vie humaine brisée par l'État. Aujourd'hui nous faisons face à une campagne de répression sans précédent dans l'histoire récente de la Russie, dont l'objectif est de saper la gauche russe en tant que force organisée. La stratégie du pouvoir allie arrestations, menaces, passages à tabac, usage agressif des médias ainsi que l'interdiction imminente de groupes politiques entiers. Cette stratégie est désormais beaucoup plus ferme et beaucoup moins prévisible que tout ce que nous avons vu auparavant.

Le mouvement de contestation de masse qui s'est lancé en décembre 2011 a radicalement bousculé la tradition de passivité politique et sociale qui prévalait pendant les années Poutine. (...) Les événements qui précéderont l'inauguration du troisième mandat présidentiel de Poutine le 6 mai dernier ont impulsé le mouvement « occupy » à Moscou. Celui-ci a occupé le centre-ville pendant tout le mois de mai et des milliers de jeunes gens y ont pris part. À ce moment, les organisations de gauche, qui se trouvaient plutôt en périphérie des intervenants libéraux reconnus jusqu'alors, ont commencé à jouer un rôle de plus en plus central dans le mouvement.

Les événements de mai ont donné un signal fort aux autorités : le mouvement a définitivement dépassé les limites de l'acceptable, les élections sont derrière nous et le moment est venu de montrer les dents. Presque instantanément l'affaire des « troubles de l'ordre public massifs » a été lancée. (...) À l'heure actuelle, 19 personnes

sont inculpées, 12 parmi elles sont en détention préventive. (...) Les enquêteurs ne disposent d'aucune preuve crédible pour établir la culpabilité des accusés. Cependant ils restent en prison et le nombre de nouveaux suspects ne cesse de croître. Le dernier figurant dans l'« affaire du 6 mai » est le chercheur et activiste libéral Sergueï Krivov, 51 ans, arrêté le 18 octobre. Et il y a des raisons de penser qu'il n'est pas le dernier. (...) Ainsi, ce n'est pas seulement d'arrestations en série dont il s'agit, mais bien de la préparation d'un procès politique de grande ampleur contre l'opposition. (...)

Le fait que cette vague de répression sans précédent touche les forces de gauche n'est pas un hasard. En vue des mesures d'austérité, des reculs des droits des travailleurs, de la réforme de la pension qui seront bientôt mis en œuvre en Russie, le gouvernement Poutine-Medvedev craint plus que tout l'union du mouvement démocratique actuel avec les forces de la contestation

sociale. Cette vague de répression est un test important pour le nouveau mouvement de protestation : soit nous pourrons y faire face, soit nous aurons à traverser une nouvelle période d'apathie et de peur. C'est pourquoi, face à cette pression policière sans précédent, nous avons tant besoin de la solidarité de nos compagnons de lutte d'Europe et du monde entier. (...)

Nous vous demandons de participer à des journées d'actions unitaires entre le 29 novembre et le 2 décembre aux ambassades de la fédération de Russie ou toutes autres représentations dans vos pays. Il s'agit d'exiger la libération immédiate des personnes arrêtées de façon illégale ainsi que l'arrêt des persécutions judiciaires honteuses et la préparation de nouveaux « procès de Moscou », basés sur la torture et l'usage de faux. (...)

La solidarité est notre seule arme !
Unis, nous ne serons jamais vaincus !
**Mouvement socialiste de Russie (RSD),
Action Autonome et Front de Gauche**
Version intégrale de l'appel sur le site du NPA



SYRIE

À la recherche d'une représentation unique de l'opposition

Hillary Clinton a déclaré fin octobre que le Conseil national syrien (CNS) constitué le 2 octobre 2012 a échoué à fédérer l'opposition syrienne, en dépit du soutien des pays du Golfe, de la Turquie et des pays occidentaux. Elle a appelé à former une nouvelle force politique plus représentative dont le CNS devient une des composantes.

Conséquence immédiate de cette déclaration, des individus et des groupes, comme les comités de coordination locaux, ont annoncé leur démission du CNS. Au même moment, Riad Seif, homme d'affaires et opposant, membre du CNS, a appelé à la création d'une nouvelle formation de l'opposition. Cette initiative a reçu immédiatement le soutien des gouvernements américain, français et qatari et une date de réunion a été fixée par le Qatar début novembre.

Quelle opposition ?

Les dirigeants du CNS, se voyant lâchés par leurs États tuteurs, ont tenu une réunion de « reconstruction » du CNS le 4 novembre. Elle s'est conclue sur l'augmentation du nombre des membres qui passent de 280 à 400. Les élections ont révélé à nouveau l'hégémonie des frères musulmans sur le CNS. Un nouveau président a été choisi : George Sabra, de la gauche libérale et allié des frères musulmans, qui a échoué lors des élections, mais a été élu en raison d'une manœuvre des Frères qui ont demandé à un élu de démissionner en faveur de M. Sabra. Une nouvelle formation d'opposition a vu le jour à Doha le 11 novembre sous le nom de « coalition des forces de la révolution et de l'opposition » composée de 63 membres dont un tiers revient au CNS, et le deuxième tiers à ceux qui venaient d'en démissionner avec peu de nouvelles têtes. Le dernier tiers est composé de membres n'appartenant pas au CNS. L'annonce de la création de cette « nouvelle » identité a été faite en présence des représentants de puissances régionales et internationales, soit les États-tuteurs du CNS. La Ligue des États arabes a reconnu que cette formation représente légitimement les aspirations du peuple syrien. Le gouvernement français a reconnu la légitimité de cette coalition en autorisant la nomination d'un ambassadeur issu des rangs de l'opposition. Rien d'essentiel ne distingue la coalition du CNS, mais ils ont en commun d'être une opposition sur commande et non au service des luttes du peuple syrien.

Ghayath Naisse

JOURNÉE EUROPÉENNE DE MOBILISATION Une Allemagne solidaire

En solidarité avec la journée européenne de mobilisation du 14 novembre, il y a eu des manifestations et des meetings dans une trentaine de villes allemandes. Dans un cadre collectif baptisé N14, ils furent organisés surtout par Attac, Die Linke, des courants d'extrême gauche, le mouvement Occupy, des syndicalistes, et dans quelques cas aussi par des structures syndicales.

La confédération DGB avait envoyé un message de solidarité aux confédérations qui organisaient des grèves et a repris seulement assez tard l'appel de la CES pour le diffuser aux instances régionales et locales. Dans la plupart des villes, les initiatives des comités de préparation locaux furent regardés avec bienveillance par une bonne partie des permanentes, et le matériel circulait. La participation aux manifestations fut modeste et inégale : 1 000 à Berlin, 800 à Brême, 500 à Cologne et Francfort-sur-le-Main, 350 à Hambourg, 300 à Düsseldorf et à Kassel, 180 à Bielefeld... À Berlin, Bochum, Mannheim et Stuttgart,

il y a eu des accords entre N14 et certains syndicats, dont le grand syndicat de la métallurgie IG Metall, pour organiser des activités communes ou sans concurrence ; et à chaque fois la participation aux activités syndicales fut moins nombreuse que celle aux manifestations et meetings des alliances N14. À Potsdam, le syndicat des policiers (GdP) choisit de faire de cette journée une journée de protestation pour de meilleures conditions de travail. Dans plusieurs villes, des activités sur la paix, l'écologie et les universités eurent lieu à la même date et faisaient le lien avec la journée syndicale européenne. Et à Cologne, l'IG Metall avait réussi à mobiliser 700 militants syndicaux

à Genk en Belgique trois jours avant (cf. *Tout est à nous!* n°170). À Francfort, la confédération syndicale DGB a organisé un meeting avec le président de la région Hessen-Thuringe du DGB, le président du SPD de Hessen, et le co-président de Die Linke-Hessen a également pu y prendre la parole. La situation de la Grèce fut souvent au cœur des discussions, par exemple à Hambourg où, en particulier, le président du DGB dénonça la situation catastrophique qu'y subit la population. Donc pas de mobilisation forte, mais une solidarité et des convergences positives.

Correspondants Cologne et Francfort



Espagne : succès, limites et perspectives de la riposte sociale

L'élément le plus intéressant pour étudier le changement de période politique que nous vivons ne se trouve pas seulement dans les statistiques économiques ni dans les chiffres de la pauvreté, du chômage et de la perte de salaire réel mais il se trouve surtout dans la participation massive à la protestation sociale contre les mesures des différents gouvernements, avant le PSOE, et maintenant le PP.

Une nouvelle génération est en train de se politiser lentement, devenant très visible, non seulement dans les mobilisations étudiantes, mais aussi en devenant moteur dans toutes les initiatives, comme la grève générale.

La grève a été un succès et encore plus les énormes manifestations qui l'ont accompagnée à travers tout le pays. Des manifestations qui n'auraient pas eu cette ampleur s'il n'y avait pas eu d'appel à la grève générale, qui demeure une expression clé du conflit social.

Et elle a été un succès, bien que la peur des licenciements et du chômage (avec un chiffre alarmant de presque 6 millions de chômeurs) renforce la pression patronale. Malgré aussi l'hostilité et la brutalité policière.

Un énorme succès

La grève a été un succès malgré aussi l'orientation des directions syndicales majoritaires incapables d'engager un plan de lutte à long terme. Elles demeurent dans leur logique de paix sociale, de ce faux discours cynique des responsabilités partagées dans l'origine de la crise et, par conséquent, de la logique des sacrifices partagés pour en sortir. Cette désastreuse orientation a suscité le doute chez

ceux qui avaient participé aux deux grèves générales précédentes. Après la première grève générale, les directions syndicales de CCOO (Commissions ouvrières, proches du PCE) et de l'UGT (proches du PSOE) ont signé une contre-réforme des retraites avec le précédent gouvernement PSOE, engendrant une énorme méfiance dans les secteurs qui avaient participé aux deux grèves générales précédentes, créant un sentiment d'indignation dans certains secteurs. Après la deuxième grève générale, le 29 mars dernier, il n'y a eu aucun plan pour impulser la lutte.

Une faiblesse de cette grève est qu'il n'y a pas encore eu de façon généralisée de phénomènes d'auto-organisation par en bas, qui puissent perdurer, en disputant la direction aux secteurs intermédiaires qui participent aux mobilisations. Ce doit être une des tâches des militants d'Izquierda Anticapitalista. Si nous ne le faisons pas, beaucoup de gens peuvent se démotiver dans cette guerre à moyen terme, car les directions syndicales ne nous mènent nulle part.

La grève a de nouveau paralysé le transport et l'industrie. Et elle a reçu le soutien, mesuré mais en progrès, de petits commerçants. Nous avons eu des difficultés pour faire fermer les banques, les grands établissements commerciaux protégés par la police. Le secteur des employés publics progresse très

lentement dans son niveau de conscience et d'organisation malgré les «mareas» (formes d'organisation par en bas qui ont marqué les mois précédents quelques résistances contre les baisses des budgets et les licenciements dans le secteur public).

Construire une perspective

On peut aussi remarquer la participation de la jeunesse, tant dans les piquets de grève que dans les mobilisations. Une nouvelle génération est en train de se politiser lentement, devenant très visible, non seulement dans les mobilisations étudiantes, mais aussi en devenant moteur dans toutes les initiatives, comme la grève générale. Izquierda Anticapitalista doit lutter pour changer l'orientation des luttes. Il sera important d'obtenir des succès pour que la politisation d'une large fraction de la classe laborieuse aille au-delà du populisme, mais aussi et au-delà du spectre électoral de la gauche réformatrice (PCE, Izquierda Unida) qui aujourd'hui continue à avoir un double discours et une double pratique: d'un côté, une rhétorique contre les coupes sombres avec la participation aux mobilisations, et de l'autre, la participation à des gouvernements régionaux qui appliquent des politiques d'austérité, comme en Andalousie.

Jesus Rodriguez (Izquierda Anticapitalista)



semaines mobilisations

Les travailleurEs et les jeunes ont dans un contexte de plus en plus de répression. Manifestations, grèves, etc. des 3 partis du gouvernement (la troïka du FMI, de la Banque, etc), la résistance sur le terrain reste débouchés politiques.

Pour le 14 novembre, on ne pouvait pas s'attendre à une grosse mobilisation du fait des consignes de la bureaucratie syndicale européenne et du coût pour chaque salarié de 48 heures de grève générale (et ainsi la confédération GSEE avait lancé un arrêt de travail de 3 heures). Certes la manifestation n'était pas ridicule dans ce contexte, avec pas loin de 10000 personnes. Mais il n'empêche que c'est une occasion perdue de se lier aux mobilisations des travailleurs de toute l'Europe, et de lutter ainsi contre un nationalisme qui en dernier lieu pèse sur les luttes... mais aussi sur les orientations politiques à gauche, autour des questions de sortie de l'Europe ou de construction d'une autre Europe sociale et politique!

Enfin, le samedi 17 novembre avaient lieu les manifestations de commémoration du massacre des étudiants de Polytechnique par la junte militaire en 1973. Après les provocations des nazis proférant qu'il n'y avait eu alors aucun mort, les cortèges avaient bien sûr un fort contenu antifasciste, et des mobilisations devaient avoir lieu samedi prochain, peut-être le début d'un travail unitaire à côté des initiatives trop isolées comme la grosse manifestation motorisée des anarchistes le 15 novembre.

Pour clore provisoirement ce tour des luttes, il faut mentionner, entre autres mobilisations, celle des employés municipaux, avec occupations des mairies, contre les licenciements d'une première vague d'employés municipaux exigés par la troïka, et, comme à Salonique la privatisation de services municipaux pour lesquels l'Allemagne propose des sociétés privées. On comprend pourquoi le consul allemand est reparti enduit de café et de yaourts de la salle de congrès où bourgeois grecs et allemands voulaient tranquillement discuter de ce fromage, ambiance que les travailleurEs sont venuEs quelque peu troubler!

A. Sartzekis



Portugal : une des plus grandes grèves de l'histoire

La semaine de lutte a commencé le 12 novembre avec l'arrivée d'Angela Merkel. Deux manifestations à Lisbonne – l'une organisée par la Confédération générale des travailleurs portugais (CGTP) et la seconde par les mouvements à l'origine de la manifestation citoyenne du 15 septembre – ont rassemblé des milliers de personnes protestant contre l'austérité et la dictature de la dette qui plonge le pays dans la récession.

La grève générale du 14 novembre a été appelée par la CGTP et s'est heurtée au refus du secrétaire général de l'Union générale de travailleurs (UGT), qui signera l'accord avec le gouvernement et les patrons. Pourtant, quelques syndicats de l'UGT ont appelé à la grève, plaçant leur secrétaire général dans la position ridicule d'avoir à justifier devant la presse, la veille du 14, qu'il ferait grève, puisque son syndicat était l'un de ceux qui y appelaient, tout en étant contre...

Même le privé!

Les chiffres de la grève en confirment le succès. En dépit des retenues sur salaires qui leur font perdre une journée, il y eut plus de grévistes que par le passé. Les transports et la fonction publique ont contribué à la paralysie de l'activité, mais l'élément nouveau est la participation du secteur privé. Les chantiers navals de la Lisnave ont vu 96% de participation, l'usine Bosch 90% et la centrale hydroélectrique d'Energias De Portugal (EDP) de Sines a fermé. Plusieurs usines de l'automobile, de la cellulose ou de la métallurgie ont enregistré des taux supérieurs à 60% de grévistes. 39 manifestations avaient été appelées dans le pays. Celle de Lisbonne a rassemblé des milliers de personnes,

des syndicalistes, des étudiants et des militants d'autres mouvements sociaux. Elle s'est terminée devant l'Assemblée, où des heures plus tard, bien après que la CGTP ait démonté la tribune, une dizaine de jeunes masqués, isolés du reste des manifestants, ont passé plus d'une heure à lancer des pierres en direction de la police, sans que cette dernière ne tente de les en empêcher.

Juste avant la conférence de presse de bilan du dirigeant de la CGTP, le ministre a donné l'ordre à la police de charger violemment et indistinctement les milliers de manifestants, semant la panique et en blessant des dizaines, et procédant ensuite à une centaine d'interpellations aléatoires dans les rues. Les gardés à vue resteront des heures au poste sans accès à un avocat ou droit à un coup de fil. La majorité a été relâchée vers minuit, en échange de la signature d'un procès verbal vierge.

Violences policières

Comme il fallait s'y attendre, les images de violence ont dominé cette fin de grève. Elles ne sont cependant pas parvenues à éteindre l'extraordinaire mobilisation des travailleurs dans une période de crise grave. Comme

le prouve la participation éloquent du privé, les raisons et l'opportunité de cette grève se sont attirées cette fois-ci la sympathie d'une grande partie de la population. En effet, le gouvernement va approuver un budget dans lequel personne n'a confiance, pas même sa propre base sociale. Il prévoit une brutale augmentation d'impôts pour les travailleurs et les retraités, l'équivalent de deux salaires, et limitera les prestations sociales, en réduisant le montant et la durée des indemnités de licenciement, des allocations chômage et les aides aux plus pauvres et aux personnes âgées.

La mobilisation se poursuivra avec les manifestations des étudiants le 22 et des travailleurs le 27, soit le jour du vote du budget. Le gouvernement est amarré à la Troïka et à Merkel, le PS a un pied dans le mémorandum et l'autre dans l'opposition. Les syndicats et les forces politiques de gauche ont fait des propositions alternatives rompant avec le mémorandum de la Troïka et proposant de renégocier la dette, concentrant les ressources sur le soutien à l'emploi et à l'économie et non pas sur le paiement des intérêts de la dette, qui représentent dans ce budget une tranche supérieure à la dépense totale du secteur de l'éducation.

Luis Branco (Bloc de gauche)

PRÉSIDENTE DE L'UMP

Affligeants
guignols

Le grand guignol qu'a constitué l'élection du président de l'UMP est bien évidemment disproportionné par rapport aux enjeux d'une telle élection. Mais il traduit, de façon déformée, les difficultés de la bourgeoisie française et de son principal représentant politique à se positionner dans l'actuelle situation économique et politique.

Le clivage, très artificiel, droite molle (Fillon) - droite décomplexée (Copé) ne répond que très approximativement à des différences de stratégie politique au moment où une instance dirigeante de la bourgeoisie comme le FMI s'interroge sur le bien-fondé de la poursuite de la politique d'austérité. De ce fait, pour les militants de l'UMP, rien d'enthousiasmant ni de décisif dans les choix offerts proposés par les deux prétendants. La « victoire » de Copé correspond à la volonté des militants de se démarquer le plus clairement des valeurs historiquement portées par la gauche.

Un espace politique disputé

L'enjeu de la réorganisation de la représentation politique de la bourgeoisie est à la dimension de la crise économique et sociale. La confirmation de l'évolution de la social-démocratie en social-libéralisme assise sur le rapport Gallois, la politique sécuritaire et d'immigration de Valls, enlève bien des munitions aux Hortefeux, Guéant et autres Lagarde et Bertrand. Le Front national peut raisonnablement espérer récupérer militants et électeurs dégoûtés par la farce électorale et l'impuissance politique qu'elle illustre. L'existence de résistances sociales, de forces politiques à gauche du PS et l'importance du poids électoral de l'extrême droite, rendent difficile le développement d'un bipartisme de type anglo-saxon. Cela justifie encore plus la construction de la mobilisation contre la politique du dialogue social, pendant incontournable de la politique d'austérité du gouvernement Hollande. Les rodomontades de Copé menaçant le gouvernement de manifestations de rue nous renvoient à nos propres responsabilités : construire par les mobilisations, par la grève et les manifestations, la seule opposition réelle à la politique sociale-libérale, la défense des intérêts des travailleurEs.

Robert Pelletier

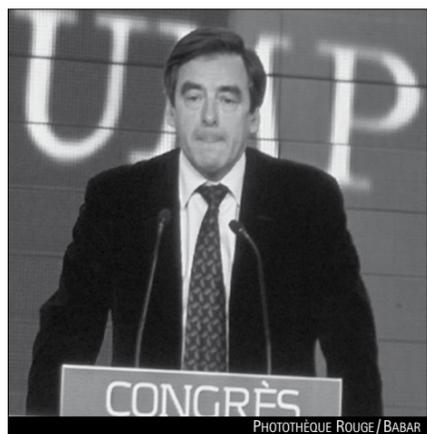


PHOTO THÉÂTRE ROUGE / BABAR

“

MÉDECINE

Le paiement à l'acte, l'exercice solitaire, la liberté d'installation, ne répondent plus aux besoins des populations »

Entretien avec Didier Menard, médecin à Saint-Denis (93) et vice-président du Syndicat de la médecine générale (SMG).



DR

Soutiens-tu la grève des médecins hospitaliers ?

La grève des chirurgiens et autres médecins adeptes du dépassement d'honoraires est d'une telle indécence que même eux finissent par s'en apercevoir. Ils arrêtent leur grève car cela pénalise les malades. Quelle découverte ! Et pendant qu'ils sont dans une phase propice de prise de conscience, ils vont peut-être comprendre que les dépassements d'honoraires aussi pénalisent les malades, mais là j'ai des doutes !

À vouloir trop tirer sur la corde, elle finit par céder. Le régime complémentaire ne peut plus suivre la course effrénée des dépassements d'honoraires, les cotisations atteignent de ce fait des niveaux qui ne sont plus accessibles pour la classe moyenne et c'est elle, la plus nombreuse, qui permet au système de fonctionner. Ces médecins sont donc en train de couper la branche sur laquelle ils sont assis.

Les internes se sont mobilisés pour la même revendication ?

Effrayés par la crainte de ne plus pouvoir faire comme les aînés, c'est-à-dire s'installer là où ils le veulent pour y pratiquer les honoraires qu'ils désirent, les internes de spécialités se sont mis en grève. Mais très vite, ils se sont aperçus que cette position n'était pas tenable. Alors ils avancent des revendications plus corporatistes, à savoir leurs conditions de travail, notamment le non-respect du temps de repos après les gardes. Cela est juste, l'hôpital ne respecte pas le temps de travail des internes, on peut même se demander s'il respecte tout simplement l'interne... Sous le prétexte que celui-ci est en apprentissage, il

devient corvéable à merci.

Les syndicats d'internes protestent donc contre cette situation mais ce n'est pas une raison pour penser que puisqu'ils sont victimes de cette injustice, il est normal qu'ils se rattrapent une fois les études finies dans un exercice de luxe payé par le malade ! Cela fabrique un complexe de supériorité assez nauséabond. Non, l'acte d'un médecin spécialiste, d'un chirurgien, même s'il réclame une dextérité particulière, n'a pas plus de valeur que celui d'un médecin généraliste qui fait face à la complexité d'une situation de maladie chronique. Cela ne justifie en rien un dépassement d'honoraires. En plus cela ne règle en rien la question de l'adaptation du système de l'offre de soins libérale aux nouvelles réalités.

Quelles sont ces nouvelles réalités du système libéral ?

Ce système est à bout de souffle. Les valeurs sur lesquelles il s'est construit en 1928 ne sont plus adaptées aux défis de santé d'aujourd'hui. Le paiement à l'acte, l'exercice solitaire, la liberté d'installation, ne répondent plus aux besoins des populations. Quelle est la liberté de choix du patient pour le médecin quand ce choix se fait par l'argent ? Les maladies d'aujourd'hui ne sont plus celles d'hier. Pour y faire face, il faut un autre mode d'organisation tourné vers l'organisation collective. Le médecin n'est plus le seul à agir sur le parcours d'une personne malade. C'est un ensemble d'acteurs de différents champs qui agissent : du sanitaire, du social, de la solidarité des aidants familiaux, et bien d'autres encore qui apportent des solutions

aux problèmes des malades. Le médecin libéral spécialiste revendique de conduire une micro-entreprise libérale pour exercer son métier, et les honoraires qu'il réclame sont utilisés pour faire vivre cette micro-entreprise.

Que propose le Syndicat de la médecine générale ?

A ce modèle très libéral, nous opposons la construction d'un service public de santé de proximité. L'important, c'est le premier recours, celui qui permet d'entrer dans le système de santé. Il doit être organisé de manière collective dans des structures implantées sur le territoire où travaillent différents soignants en lien avec l'action sociale. Ces structures pratiquent la santé communautaire, c'est-à-dire avec et pour la population. Les modes de rémunération sont variés et adaptés à la situation du territoire. Cela peut être le salariat, la capitation, la forfaitisation... L'important est de permettre la mise en œuvre d'un projet de santé qui réponde aux besoins de la population, population qui participe à la vie de ces structures, faisant par là même vivre la démocratie sanitaire. Cela n'est pas une utopie, des lieux existent déjà en France où des soignants font vivre ces projets de santé.

Propos recueillis par Christian Bensimon

PCF ET PG Des accords et désaccords

Avec le vote global du budget à l'Assemblée nationale, puis au Sénat, la pression monte au sein du Front de Gauche. S'abstenir ou voter contre ? « Dans la majorité qui a permis le changement » dicit Pierre Laurent, ou pour « une autre majorité de gauche avec des socialistes et des écologistes » comme le dit Mélenchon ?

J eudi 15 novembre, les sénateurs du groupe communiste, républicain et citoyen ont voté contre le projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) qui a été rejeté. Ils ont donc confirmé le positionnement des élus du Front de Gauche à l'Assemblée nationale qui avaient eux aussi voté contre quelques jours plus tôt. Le problème maintenant posé au Front de Gauche est celui de s'opposer de façon conséquente à l'ensemble du budget d'austérité présenté par le PS, à l'Assemblée nationale et au Sénat où le PCF est en situation de faire et défaire la majorité.

Des votes qui pourraient sonner la discorde entre les deux principales composantes du Front de Gauche. Car Mélenchon le dit partout : s'il y était, il voterait clairement contre. Du côté du PCF, les choses sont plus compliquées.

Votes différents ?

Son vote contre le PLFSS, à l'Assemblée nationale puis au Sénat, met le PCF dans une certaine difficulté. Pour justifier son geste, le parti a sorti un communiqué officiel intitulé « La solidarité majoritaire » au Sénat, c'est de ne pas refuser en 2012 ce que l'on a porté ensemble en 2011 ». Les dirigeants communistes y disent – à juste titre – que le PS, appuyé par la droite, a refusé tous les principaux amendements proposés par les parlementaires du Front de Gauche. Tout en rajoutant de suite « Pourtant la majorité est diverse comme l'a été le rassemblement qui a permis de chasser la droite. Cette diversité doit être respectée et entendue... ». Toute la contradiction du positionnement du PCF y est résumée, contradiction confirmée par l'abstention des députés du Front de Gauche sur le vote global du budget à l'Assemblée nationale le mardi 20 novembre.

Du côté du PG, on tortille moins. « On doit voter contre si on veut faire comprendre à l'opinion publique qu'il y a deux lignes à gauche » dit même Éric Coquerel. Et à François Delapierre de rajouter : « En votant contre, on dit : Si c'étaient nous, ce serait mieux ! ».

Stratégies divergentes ?

Car derrière ces dissonances sur le vote budgétaire, des perspectives différentes s'affirment. Concluant la conférence de presse du lundi 12 novembre présentant le « contre-budget » proposé par le Parti de gauche, Mélenchon lui-même l'a formulé : « Je suis prêt à diriger le gouvernement de ce pays avec une autre majorité de gauche faite de socialistes et d'écologistes. On a de très bons économistes qui sont capables de déposer un collectif budgétaire vingt-quatre heures après ma nomination ».

Cet objectif de constitution d'une majorité alternative qui mise sur l'échec de Hollande-Ayrault et du PS n'est pas du goût du PCF. Pour Olivier Dartigolles, « il ne faut pas dresser des murs à l'intérieur de la gauche ». Marie-Pierre Vieu va même plus loin : « on n'y arrivera pas uniquement en unifiant la gauche de la gauche (...) On ne peut pas être dans la négation du PS, même si on est conscient de son tournant libéral ».

Alors que se profilent déjà à l'horizon les élections municipales où le PCF peut avoir beaucoup à perdre, le combat pour le leadership du Front de gauche est lancé. Il se dit même que la prochaine étape pourrait être la présidence du conseil national du Front de gauche actuellement exercée par Pierre Laurent... et que lorgne Mélenchon. L'unité est un combat ?

Manu Bichindaritz

COLLECTIVITÉS La règle d'or asphyxie les finances locales

Les collectivités locales, c'est notre vie quotidienne : écoles, transports, réseaux d'eau, équipements sportifs et culturels, RSA... La liste est longue et représente 75% des investissements publics. Depuis 30 ans, l'État a transféré de plus en plus de charges aux échelons locaux avec l'engagement de les compenser à l'euro près. Ça n'a jamais été le cas !

Depuis 2004, les dépenses obligatoires liées au RSA, à l'APA (allocation autonomie) et à la PCH (prestation handicap) ont augmenté de 66%, mais les compensations de l'État ont stagné. En conséquence : inégalités entre les territoires, selon l'endroit où vous vivez vous n'avez pas accès aux mêmes services ; inégalités dans les impôts, principales ressources des communes, aggravées avec la réforme de la taxe professionnelle ; recours à l'emprunt et aux banques. Ce qui donne le scandale des emprunts toxiques révélant que les banques peuvent fourguer n'importe quel produit financier à une collectivité jusqu'à ce que le système s'effondre, que le gouvernement renfloue les banques mais pas les collectivités locales, qui doivent là aussi se tourner principalement vers nos porte-monnaie... Certaines ont trouvé un nouveau mode de financement : 44 villes, régions, départements se sont groupés pour lever 610 millions d'euros sur les marchés obligataires, des investisseurs privés, souvent étrangers qui prêtent à 4,30% (l'État emprunte sur ces marchés à 2,2%...). Toxiques ? Dette grecque ? mais non, aucun rapport ! Autre solution, demander à l'État de revoir à la hausse ses dotations, mais c'est mal parti : le projet de loi de finances maintient le gel des dotations de l'État aux collectivités locales pour la 3^e année et annonce

des baisses en 2014 et 2015. Les collectivités locales en difficulté demandent que les péréquations entre communes pauvres et riches augmentent et profitent plus largement aux communes les plus pauvres, des péréquations attribuées selon un système compliqué et incompréhensible par le citoyen soucieux de contrôler d'où vient l'argent et où il va.

Maire courage ?

C'est ce que demande Gatignon. Un an avant sa grève de la faim il expliquait déjà que sa ville était au bord de la faillite, la banque Dexia ayant signalé comme « très probable » que la ligne de trésorerie de 7 millions d'euros ne soit pas reconduite. Un an donc avant « le changement »... qui ne risque pas d'arriver, entre autres à cause d'élus de gauche qui comme Gatignon ont soutenu l'adoption du TSCG, le traité d'austérité, qui entraîne la baisse de 2,25 milliards d'euros des dotations aux communes dans les prochaines années. Sa conception de l'action municipale contri-

bue aussi à appauvrir sa commune. C'est l'un des premiers maires à avoir voulu construire une école en PPP (partenariat public-privé), les locaux appartenant alors à une entreprise privée, genre Vinci, qui fait cher payer location et entretien.

Un service public bancaire

Le gouvernement veut créer une nouvelle banque des collectivités locales, mais la Caisse des dépôts et la Banque postale n'ont toujours pas été autorisées par Bruxelles à le devenir. Une telle banque ne correspond de toute façon pas à l'urgence de la situation puisqu'elle sera tenue d'appliquer les règles actuelles du secteur bancaire. Ce qu'il faut, c'est un grand service public bancaire sous contrôle de la population, et qui puisse directement emprunter au meilleur taux de 0,75%, taux auquel la Banque centrale européenne refinance les établissements bancaires (à comparer aux 4,10% indiqués plus haut).

Isabelle Guichard



COMMERCE PARISIEN

« Augmentez les salaires, pas les horaires ! »

À l'appel d'un collectif intersyndical CGT-SUD-FO-CFTC-CFDT (nommé CLIC-P), les salariés du commerce parisien se sont mobilisés le 15 novembre dernier.

Paris, sur fond d'une concurrence qui fait rage entre supermarchés (Carrefour, Monoprix et Franprix se livrent une vraie guerre d'implantation de moyennes surfaces), grands magasins ou grandes enseignes, le patronat du secteur attaque tous azimuts : ouvertures le dimanche et/ou nocturnes, extension des horaires d'ouverture, souvent en toute illégalité.

Il s'appuie pour cela sur les conditions d'emploi déplorables qu'il réserve à ses salariéEs : temps partiels, précarité, salaires de misère (Carrefour a récemment été condamné à de lourdes amendes pour non-paiement du Smic). Ces dernierEs n'ont d'autres choix que d'accepter le travail du dimanche ou de nuit (un peu mieux payé) pour boucler les fins de mois. Au détriment de leur santé (le travail de nuit est reconnu cancérogène) ou des conditions de vie, et au risque de voir disparaître toute référence à des normes sociales collectives (le repos dominical pour tous par exemple). Le chômage de masse assure de toute façon une main-d'œuvre inépuisable.

Des mobilisations avant tout juridiques

Ce chantage patronal rend la mobilisation difficile. De fait, c'est sur le terrain juridique que le Clic-P remporte des victoires, en obtenant des tribunaux la fermeture de supérettes le dimanche ou l'interdiction pour des grands magasins d'ouvrir la nuit. Et c'est sur ce terrain que le patronat riposte, puisque les grands magasins ont illico ouvert des négociations sur le travail de nuit.

Le Clic-P refuse ces négociations par entreprise, et demande l'ouverture d'une négociation au niveau parisien, pour que soient définis les droits et les horaires qui s'appliqueront à toutes les salariéEs. Il revendique notamment une hausse générale des salaires de 200 euros, la fin des temps partiels imposés, la garantie du repos dominical et la fermeture à 19h30.

Voilà qui mériterait que s'organise un soutien politique sans faille à ces luttes.

Julien Lanoli



AUSTÉRITÉ Prochain objectif, la Sécu !

On a les compliments qu'on mérite : dans le journal *les Échos* daté du 9 novembre, Jean-François Pilliard, président de la commission protection sociale du Medef, se félicite des 20 milliards de cadeaux fiscaux faits au patronat par le plan Ayrault. Mais c'est pour indiquer immédiatement que cette « première étape » doit être suivie d'autres... Et l'une de ces prochaines cibles, ce sont les cotisations sociales versées par les patrons pour financer la sécurité sociale et l'assurance chômage. La principale proposition du rapport Gallois était le transfert de 20 milliards de cotisations sociales payées par les patrons vers la CSG, la TVA ou autres taxes « écologiques » reposant essentiellement sur les classes populaires.

Le gouvernement a fait un autre choix, celui du « crédit d'impôt » aux entreprises, compensé par une hausse de la TVA (cf. dossier de *Tout est à nous !* n°170). Pour les caisses du patronat, le résultat est le même d'après Pilliard (qui a fait ses comptes) « 20 milliards d'euros dans les deux cas, c'est 6% de la masse salariale concernée ».

Haro sur les cotisations sociales !

Mais poursuit-il, « la grosse différence, c'est que les allègements de cotisations préconisés par Louis Gallois permettaient d'amorcer dès maintenant une réforme du financement de la protection sociale ». Et dans ce domaine, il est urgent pour le Medef de passer aux actes. Pillard est confiant : « le gouvernement en

est d'ailleurs persuadé puisque Jean-Marc Ayrault a demandé (...) d'ici au 1^{er} mai plusieurs scénarios de réformes ». Pour cela, François Hollande n'aura pas besoin de changer de cap puisque les exonérations de cotisations sociales pour les patrons compensées par la hausse de la CSG sont l'une de ses propositions de campagnes. C'est donc un nouveau hold-up qui se prépare pour dépouiller les salariés de leurs cotisations sociales, cette partie de leur salaire qui finance les retraites, les soins, le chômage... Cela s'accompagnera de nouvelles restrictions sur l'accès aux soins et d'une nouvelle grande offensive contre les retraites prévue pour 2013. Un défi qu'il faut dès maintenant s'approprier à relever.

Jean-Claude Delavigne

BIGEARD Un hommage honteux

Ce 20 novembre, le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian devait présider les cérémonies de transfert des cendres du général Bigeard au Mémorial des guerres en Indochine à Fréjus. Guère étonnant qu'un gouvernement socialiste ait décidé de rendre hommage à une figure symbolique de la conduite des guerres coloniales françaises. Les socialistes n'ont jamais été très en pointe dans la solidarité avec les luttes de libération des peuples colonisés. On pourra être toutefois un peu étonné

par le ton martial de la page dédiée à la cérémonie sur le site du ministère de la Défense, où l'on évoque par exemple « celui vers qui les regards se tournent naturellement dans les moments les plus difficiles ». Et tout à l'avenant... Nous rappelons que celui qui se défendait d'avoir lui-même pratiqué ce « mal nécessaire » (il demandait qu'on cesse de l'« emmerder avec ça ») qu'était selon lui la torture, a laissé son nom aux « crevettes Bigeard », technique consistant à sceller les pieds de sa victime vivante

dans un bloc de béton et à le larguer d'un avion en pleine mer. Une « technique » si ingénieuse que les militaires argentins l'ont plus tard reprise à leur usage. Une pétition (accessible sur <http://nona-touthommageabigeard.net>) a recueilli plus de 4000 signatures et a été remise lundi 19 novembre au ministère de la Défense. Une délégation y a été reçue par les chefs de cabinets (civil et militaire) qui ont fait état de la volonté d'« apaisement » du gouvernement.

Apaisant pour qui, un hommage à Bigeard ? Il ne faut paraît-il pas « sur-évaluer » la signification de cette « cérémonie très attendue par les soldats » et présentée comme un compromis, en retrait sur le projet du précédent gouvernement de transfert des cendres aux Invalides. Ce n'est, dit-on au ministère, que la mémoire du résistant et du combattant de la guerre d'Indochine qui devait être saluée. Et en Indochine, tout s'est bien passé, évidemment ! Demandez aux Vietnamiens.

La doctrine officielle est aujourd'hui que « l'histoire coloniale fait partie du passé de la France », dont il convient « d'assumer différentes visions » car « les points de vue sont libres ». Quant à la guerre d'Algérie il ne devait pas en être question. Simple péripétie dans la vie du général, finalement ! À moins qu'elle ne soit évoquée par Giscard, invité à prendre la parole. Ce Giscard dont Bigeard fut plus tard ministre... comme Papon !

François Brun

Les comités en action !

Le NPA Paris 20^e fait son cinéma

Une grève victorieuse de 40 jours menée par des travailleurs immigrés à l'usine Citroën d'Aulnay en 1982, mettant fin au règne de terreur du syndicat maison : voici le sujet de *Haya!*, l'excellent documentaire de Claude Blanchet que le NPA a projeté le vendredi 16 novembre dans un bar de Ménilmontant à Paris. Menace de fermeture du site, aujourd'hui PSA, ou discriminations racistes, les débats que le film et l'actualité soulèvent sont nombreux. Autour d'un film et dans une ambiance conviviale, nous avons voulu nous adresser à de nouvelles personnes, et retrouver des sympathisants et d'anciens membres. Résultat : une trentaine de personnes ont pu échanger avec notre invité, Mogniss Abdallah, journaliste et réalisateur, dont un bon tiers de non-membres, amis, collègues et quelques-unEs attirés par les tracts et affiches. Un film d'une heure, suivi de 45 minutes de débat, puis un pot dans le bar pour des discussions plus informelles. Un seul regret, exprimé par plusieurs, celui de ne pas avoir invité un tel ou un tel car « il ou elle aurait vraiment apprécié le film et l'ensemble de la soirée ». Pas trop d'inquiétude, nous allons bientôt remettre ça.

Le Jura et Notre-Dame-des-Landes : l'Est soutient l'Ouest

À l'appel de la Confédération paysanne, une quarantaine de personnes (citoyens, Attac, confédération paysanne, NPA, PG et Terre de liens) se sont retrouvés à Lons-Le Saunier (39) pour manifester leur soutien aux résistantEs au projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. ToutEs étaient là pour s'opposer à la disparition des terres agricoles, sujet d'actualité dans le Jura comme partout en France (construction d'autoroutes, LGV, zones commerciales,...). L'un des mots d'ordre était « des légumes, pas du bitume ». Les manifestantEs ont investi le local du PS pour y construire un avion à l'aide de gravats et ont ensuite obstrué la porte avec des blocs de béton. Puis ils se sont rendus au centre ville en distribuant des tracts annonçant l'action du 17 novembre à NDDL.



Contre les sanctions à La Poste (Guyancourt - 78)

Le 14 novembre, Aurélien, facteur à Guyancourt, était convoqué devant la CCP (commission consultative paritaire) de La Poste, pour « prise de parole inadéquate », risquant le licenciement pur et simple, pour avoir comme d'autres postiers, protesté contre les « réorganisations » des centres de tri et des bureaux. Impulsée par le NPA78, une campagne de soutien a été lancée, avec la mise en place d'un collectif unitaire local regroupant aussi ATTAC, la FASE, les MJS, le PG et Sud Virgin. Les pétitions et distributions de tracts ont rencontré un certain écho, à la fois pour défendre Aurélien, l'exercice du droit syndical et le service public. Les syndicats de La Poste défendent Aurélien, mais hésitent à sortir du cadre strictement syndical de l'entreprise. C'est pourtant nécessaire, comme l'a souligné Olivier Besancenot dans une déclaration publique de soutien : « L'unité de toutes les organisations syndicales, politiques et associatives du mouvement ouvrier est nécessaire pour défendre les postiers, le service public et l'exercice du droit syndical ». À l'appel du collectif, une cinquantaine de postiers et de militants se sont rassemblés devant le siège départemental de La Poste à St-Quentin-en-Yvelines pour exiger qu'aucune sanction ne soit prise. La décision sera connue d'ici quelques jours, mais d'autres postiers sont aussi menacés.

campagne emploi

Début de convergence politique sur l'emploi



PHOTO THÉQUE ROUGE/TN

À l'initiative du NPA, une première réunion unitaire réunissant Alternative libertaire, les Alternatifs, la FASE, la Gauche Anticapitaliste, la Gauche Unitaire et le PCF a eu lieu lundi 19 novembre. Le PG, le PCOF et C&A étaient excusés, et Lutte ouvrière n'a pas répondu à notre invitation. Cette première réunion s'est donné comme perspective commune une initiative nationale sur l'emploi.

La question de l'emploi, tant dans le secteur privé que public, est aujourd'hui la question cruciale pour l'ensemble des salariéEs. La crise économique, les politiques d'austérité s'accroissent et font exploser le chômage tant au niveau européen que national. Face à cette situation, où des milliers de salariéEs sont jetés comme des kleenex usés, des luttes existent, notamment dans l'industrie face aux fermetures de sites et aux plans sociaux. Ces résistances peuvent être fortes mais, jusqu'à présent, elles n'ont pas permis d'obtenir de victoires même partielles sur la question de l'emploi. Les forces politiques, qui à gauche ne se résignent pas à la loi du Medef et du gouvernement qui met en œuvre une politique à son service, doivent constituer un point d'appui pour que ces mobilisations se ren-

forcent, notamment par des initiatives nationales. Elles doivent avoir aussi pour objectif de susciter les convergences et de créer des ponts entre le public et le privé.

Vers une initiative nationale

Un tel constat est largement partagé, et l'ensemble des organisations politiques présentes à la réunion ont débuté une première réflexion sur la façon d'être ensemble le plus utile. Nous avons également commencé à réfléchir aux moyens de faire entendre le plus largement possible une « alternative » idéologique, politique sur la question de l'emploi.

Dans un premier temps, et au vu de l'urgence sociale, nous avons décidé d'appuyer les mobilisations actuelles ou en préparation. C'est la raison pour laquelle nous allons

travailler à un appel commun des partis politiques à manifester le plus massivement possible le samedi 1^{er} décembre prochain, jour de la manifestation nationale des chômeurs et des précaires.

Pour la suite, nous nous revoions le 12 décembre afin de discuter des contours et contenus d'une initiative nationale d'ampleur pour la défense de l'emploi, mais également des problèmes qui traversent le monde du travail : chômage, suppressions d'emploi, licenciements, code du travail, précarité, etc. Face à ce gouvernement qui refuse de s'attaquer aux sacro-saints profits, qui laisse le chômage exploser, il y a urgence à se regrouper. Cette première réunion marque pour nous un jalon important.

Sandra Demarcq

SNECMA (92) Hollande se dégonfle !

Hollande devait visiter l'usine Snecma de Gennevilliers le jeudi 15 novembre. Comme président « normal » et de « gôche », il voulait se montrer proche des ouvriers et préoccupé par l'avenir des usines, et en plus Gallois a été PDG de la société. Ça crée des liens ! La direction lui avait donc soigné son programme : visite d'installations modernes, entretiens avec de jeunes (et rares) embauchés, et le nettoyage de tous les coins et recoins de l'usine avait été fait. Mais les conseillers du président ont oublié un petit détail : le syndicat CGT du site qui n'est pas prêt à servir la soupe à un président, même « socialiste ». La CGT a donc préparé un comité d'accueil pour l'interpeller sur sa politique, douce pour les patrons et dure pour les salariés, et sur la direction qui continue à liquider les emplois avec un carnet de commandes pourtant plein. Justifier sa politique devant des travailleurs ne se comportant pas comme les figurants habituels des visites présidentielles dans les usines était une tâche impossible, et la visite a été annulée le matin même. On aura au moins gagné un nettoyage complet des locaux !

Correspondant

ALBANY (HAUTE-VIENNE) Nouvelle mobilisation contre les licenciements

En février dernier, l'usine Cofpa-Albany de Saint-Junien (près de Limoges) était cadennassée par la direction du groupe Albany international, signifiant la fermeture de l'usine aux 130 salariés. Une usine flambant neuve, construite après le rachat par Albany de l'usine Cofpa en faillite, avec l'aide de millions d'investissement public des collectivités territoriales... Cette usine, où les ouvriers fabriquent de la toile non tissée, avait dégagé pour les actionnaires d'Albany 4 millions d'euros de bénéfices nets en 2011. Mais pour eux, ce n'était pas assez et ils avaient l'intention de transférer la production vers le site de Sélestat en Alsace et en Amérique du Nord. Ce fut l'indignation, la colère et la mobilisation des travailleurs d'Albany, soutenus par toute la population locale et les élus. Olivier Besancenot était venu soutenir et encourager leur combat au mois de mars. En pleine campagne présidentielle, Albany fut sous le feu des projecteurs et finalement la direction d'Albany retirait son projet. Un sursis en fait, comme le pensait beaucoup de salariés, car de nouveau la direction annonce un plan de licenciement, prélude à une probable fermeture et convoque un comité central d'entreprise extraordinaire... en Suisse !

Agitation et impuissance gouvernementale

De nouveau, les travailleurs d'Albany se mobilisent. Ils ont manifesté le 10 novembre à Saint-Junien, et remis ça le 14 avec d'autres salariés du bassin. Une délégation syndicale et d'élus locaux ont rencontré Montebourg le 16, profitant de sa visite à Limoges pour vanter le « Made in France ». Il était venu les soutenir dans le cadre de sa campagne pour Hollande en mars dernier, disant entre autres que si le PS était au pouvoir, il interdirait à ces patrons voyous de fermer les usines. La délégation syndicale lui a expliqué que l'entreprise avait les carnets de commandes pleins et réaliserait autant de bénéfices en 2012 qu'en 2011, malgré l'absence de production en février et mars suite au conflit. Puis la délégation lui a demandé de convoquer une table ronde gouvernement-direction-syndicat avant la tenue du CCE, ce qu'il n'a pas pris en compte, ne pouvant s'immiscer dans les affaires privées ! Bref, on verra après les décisions de la direction, les patrons voyous peuvent dormir tranquilles. Bon nombres de salariés n'attendaient pas grand-chose de cette entrevue. Ils savent et sentent qu'il ne pourront compter que sur leur mobilisation et surtout qu'elle reste à construire plus largement.

René Sens

CINÉMA **Après Mai... Mais après ?**

«Après Mai» (2012), film d'Olivier Assayas avec Lola Créton et Clément Métayer. Actuellement au cinéma.

«**J**e vis dans mon imaginaire, et quand le réel frappe à ma porte, je n'ouvre pas». Gilles, personnage principal résume assez bien dans cette réplique la distance qu'Olivier Assayas entend prendre avec son sujet. Il ne sera pas question dans ce film d'une reconstitution des événements qui ponctuèrent les années post 68, et encore moins des confrontations politiques animant encore les structures d'un mouvement qui, trois ans après la grande déflagration, restait toujours vivace. La première demi-heure est pourtant ébourifante, et nous donne un échantillonnage assez précis du quotidien militant de l'époque. La brutalité de la répression policière est présente dès les premières images, filmées avec un réalisme qui nous plonge au cœur du combat de rue, des tirs de lacrymogènes, et des courses à la recherche d'une porte d'immeuble salubre. C'était un temps heureux où les digicodes n'existaient pas. Les militantEs ayant vécu cette époque se reconnaîtront sans mal dans ces personnages aux cheveux longs, habillés de cabans, de pantalons «pattes d'eph», maniant avec fébrilité la bombe de peinture et le balai, préparant un seau de colle au verre pilé, ou – écologistes avant l'heure – tirant des tract sur un duplicateur Gestetner à main. Ils apprécieront sans doute moins les reconstitutions d'assemblées générales où les affrontements entre groupes politiques sont poussés jusqu'à la caricature, esquivant le fond des débats qui s'y menaient. Comme s'il voulait clore une parenthèse,

Olivier Assayas nous entraîne ensuite sur un terrain qui se veut plus poétique, plus personnel. Le prétexte de cette rupture dans le film sera celui de la répression, obligeant chacun et chacune du petit groupe auquel il appartient, à faire des choix individuels. Là encore, le ton sonne juste, et les aspirations des uns et des autres reflètent assez bien celles de toute une génération enfin débarrassée de De Gaulle, mais pas du gaullisme, ni de l'ordre moral. L'épisode du voyage à Amsterdam en bus collectif organisé par le MLAC (mouvement pour la libération de l'avortement et la contraception) est là pour nous le rappeler. Certains partiront un temps à l'aventure, dans un monde où l'on pouvait encore aller de Paris jusqu'en Afghanistan en 2CV. D'autres se perdront dans l'héroïne. D'autres encore continueront de militer à leur façon : Christine en rejoignant une équipe de cinéastes militants maoïstes, Jean-Pierre en se lançant dans l'action illégale. Gilles, lui, ne choisit rien... ou si peu. Ses rapports avec la politique deviennent purement des références livresques (Debord, Simon Leys). En amour, ce ne sera pas mieux qu'en politique : incapable de s'engager totalement, ses hésitations permanentes le laisseront désemparé. Le film, surtout dans sa deuxième partie, est un peu long, manque de rythme et nous laisse un peu sur notre faim. Bien qu'admirablement servi par des acteurs et des



actrices pour la plupart débutantEs, il ne parvient pas à restituer l'unicité de l'engagement à la fois politique, culturel et amoureux, que furent mai 68 et les quelques années suivantes. Dans «Carlos», Olivier Assayas nous avait montré son talent à s'emparer de l'histoire d'un personnage aussi mythique que Ilitch Ramirez Sanchez pour lui redonner une juste dimension politique et humaine. Un film lui reste à faire, celui de toute une décennie révolutionnaire née en mai 1968.

Alain Pojolat

Théâtre

D'UN RETOURNEMENT L'AUTRE DE FRÉDÉRIC LORDON



Théâtre Montmartre Galabru
4, rue de l'Armée d'Orient - Paris 18^e
Tél : 01 42 23 15 85 - Réservations : Resa.tmg@neuf.fr

Reprise avec une nouvelle mise en scène de la pièce de Frédéric Lordon créée en 2011.

Pour en rire pendant qu'on en pleure...

La Compagnie ADA, organisée autour de Judith Bernard, comédienne et metteur en scène, donne une version à la scénographie épurée de cette bouffonnerie en alexandrins sur la crise financière. Frédéric Lordon, directeur de recherche au CNRS, auteur de nombreux ouvrages sur les marchés financiers, le capitalisme actionnarial et leurs crises, ne veut pas faire œuvre didactique, il dit lui-même «qu'il faut faire feu de tout bois» et que la forme théâtrale et l'émotion qui ressort du rire lui permettent de s'adresser à un nouveau public.

La pièce, en quatre actes, synthétise des faits dont l'étalement depuis 2007 a fait perdre la conscience et reconstitue l'enchaînement des causes et des effets. Le citoyen, sujet économique, a réussi à se sentir coupable d'une dette d'État à rembourser absolument alors que son origine première est la crise des subprimes, elle-même fille de la mondialisation néolibérale et de la déréglementation qui l'a accompagnée. La forme de la pièce, entièrement (bien) écrite en alexandrins et en partie chantée, donne du recul sur le sujet et accentue par la bouffonnerie le cynisme des banquiers, la collusion de l'État, sous les traits d'un président et d'un premier ministre facilement identifiables. À chaque «retournement» la finance joue à coup sûr et laisse les dégâts à la charge de l'État.

Parmi les conseillers du président, un «Jiminy Cricket» dit pourtant la vérité. C'est la mauvaise conscience, il sera éjecté, mais aussitôt remplacé par un second. On ne peut pas faire taire la vérité, même si on supprime son message. Le second conseiller vend la mèche en disant des financiers qu'ils sont une «corporation devenue experte à garder les profits pour nous laisser les pertes». Les acteurs sont convaincants et la mise en scène sobre et astucieuse. La pièce se joue le dimanche à 18h45 le 25 novembre et le 2 décembre puis à nouveau à partir du 9 janvier.

Catherine Segala

MUSIQUE

«**ALLELUJAH! DON'T BEND! ASCEND!**», Godspeed You! Black Emperor (Constellation) Collectif basé à Montréal au format atypique (3 guitares, 1 violon, 2 basses, 2 batteries), Godspeed You! Black Emperor écrit des morceaux instrumentaux électriques et mélancoliques s'étirant sur dix ou vingt minutes. À l'écart du showbiz, les musiciens affirment une réelle conscience politique, plus tellement courante dans le rock. Le disque est présenté comme une «déclaration de solidarité» au printemps érablé (un des morceaux se conclut par l'enregistrement d'un concert de casseroles), ainsi qu'à leur ville, dont ils revendiquent le multiculturalisme. On peut voir aussi, dans les mélodies du morceau d'ouverture, un écho du printemps arabe. Le groupe est furieux et cela s'entend, livrant ce qu'il a produit de plus rageur à ce jour, sans jamais oublier les mélodies (voire se rapprocher par moments d'un certain classicisme rock). Voilà qui donne envie de (re)batte le pavé!

Julien Lanoli

BANDE DESSINÉE

LA MAIN DE DIEU, L'HISTOIRE SECRÈTE DU FBI TOME I, Marc Vétrines Editions Glénat On se souvient que Clint Eastwood avait sorti au début de l'année un film particulièrement mauvais consacré à Hoover : *J. Edgar*. Mieux valait lire le roman de Marc Dugain publié en 2005 *la Malédiction d'Edgar*. Cette fois, c'est la BD qui s'attaque à la vie de ce personnage extraordinaire qui a dirigé le FBI de 1924 à 1972. Et disons-le tout net : ce premier tome qui s'intitule *La peur rouge* est franchement réussi. Loin des clichés psychologues, il s'attache à retracer l'ascension d'un ambitieux dans le contexte des années 20, face au péril rouge et noir qui semble menacer les USA, entre manipulation et danger réel. L'occasion pour l'auteur de rappeler que la contestation a aussi existé sur le nouveau continent, parfois de manière très radicale.

Jean-Francois Cabral



EXPO

MANUEL ÁLVAREZ BRAVO (1902-2002), UN PHOTOGRAPHE AUX AGUETS, Jeu de Paume, Paris, jusqu'au 20 janvier Cette rétrospective est la première jamais consacrée en France au grand photographe mexicain dont les amateurs avaient pu voir deux ans à l'Institut Cultural de México de Paris, complétée d'œuvres de Jiménez et de Márquez, une belle sélection de grands tirages. Par souci d'authenticité, le Jeu de Paume a privilégié les petites épreuves d'époque dont la force risque de n'apparaître qu'à ceux qui les connaissent sous d'autres dimensions. La présentation thématique a le mérite de souligner la cohérence des recherches de l'artiste au fil des ans mais le défaut de ne rien dire de son histoire et de celle de son pays, comme si ses débuts difficiles, ses choix politiques généreux et son engagement surréaliste au côté de sa première épouse Lola, grande photographe elle-même qui a largement influé sur ses premières œuvres, restaient des sujets réservés aux seuls initiés.

Gilles Bounoure

Ci-dessous : *De las maneras de dormir* (Des manières de dormir), vers 1940 © Colette Urbajtel / Archivo Manuel Álvarez Bravo, s.c.



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE

librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43



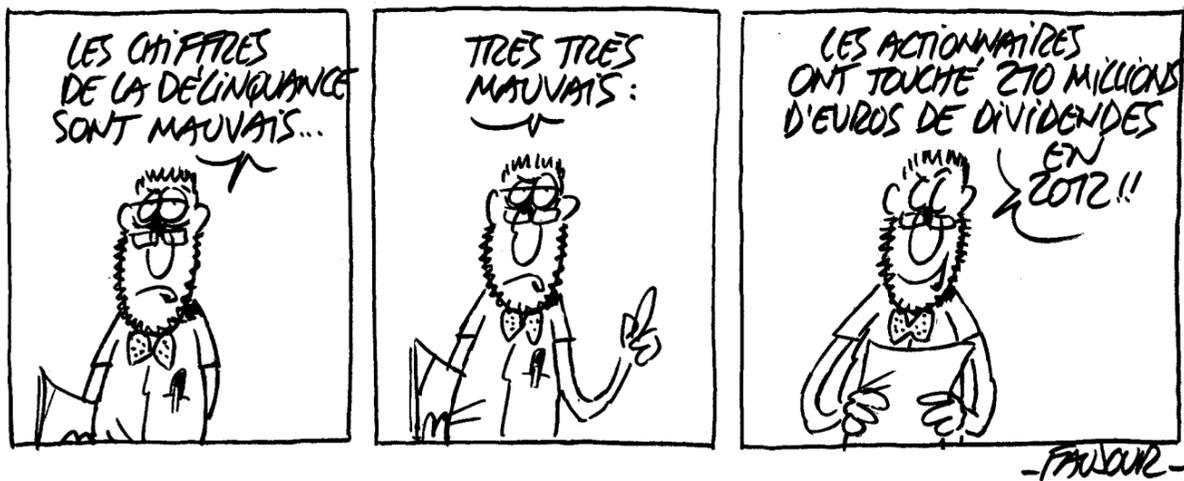
S'abonner à Tout est à nous!

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Hebdo	Hebdo + Mensuel	Désignation du compte à débiter	
Tarif standard <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	CODE ÉTABLISSEMENT	CODE GUICHET
Jeunes/chômeurs précaires <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre	N° DE COMPTE	
J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :		CLÉ RIB	Date :
ORGANISME CRÉANCIER : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) - 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex Numéro spécial d'émetteur : 554755		Signature : _____	
Titulaire du compte Nom : Prénom : Adresse : Code postal : Ville : Mail :		Établissement teneur du compte Banque : Adresse : Code postal : Ville :	

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an	
	28 €		56 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an	
	22 €		44 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an	
	50 €		100 €
Tarif jeunes/chômeurs/précaires			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an	
	20 €		40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an	
	38 €		76 €
ÉTRANGER Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org			



ALIMA BOUMEDIENE REFUSÉE AU BARREAU

Leur morale et la nôtre

Alima Boumediene-Thiery, ancienne parlementaire européenne et sénatrice des Verts, s'est vu refuser son inscription au barreau du Val-d'Oise. Selon le Conseil de l'Ordre du barreau du Val-d'Oise, elle « exerce un militantisme efficace qui apparaît contraire à l'honneur, à la probité, aux bonnes mœurs (...) et au respect des principes essentiels de probité, de désintéressement, de modération et de confraternité ».

Mais que lui reproche exactement le Conseil de l'Ordre ? Des malversations, des détournements de fonds ? Pas du tout, il s'agit de punir Alima pour son engagement dans la campagne Boycott-Désinvestissement-Sanctions. Elle a été poursuivie, avec notre camarade Omar Slaouti, pour des actions menées par les militants de la campagne BDS France et du CAPJPO, relaxée une première fois en 2010, mais un nouveau procès aura lieu en septembre 2013.

D'autres affaires sont toujours en cours, bien que les termes du jugement relaxant Olivia Zemor en mai 2012 aient défini les actions

de boycott comme une « critique pacifique de la politique d'un État relevant du libre jeu de débat politique (...) ». Le Syndicat des avocats de France (SAF) a dans un communiqué de soutien à Alima sévèrement critiqué la position du Conseil de l'Ordre, « ...au mépris du principe fondamental de la "présomption d'innocence" dont il s'affranchit aisément, comme celui du droit à la liberté d'exprimer ses opinions politiques, reconnu à tout citoyen, y compris aux avocats ».

Pourtant, à Perpignan, à Mulhouse et ailleurs, les militants continuent à être poursuivis. Leurs interventions dans ou devant des supermarchés visent à dénoncer les importations et la vente de produits étiquetés « made in Israël » dont la plus grande partie est en fait issue des colonies de Cisjordanie, illégales en droit international, implantées sur des terres palestiniennes occupées. Lutter contre la colonisation et l'injustice est un impératif de notre morale. Soutenons Alima Boumediene et tous les camarades inculpés de la campagne BDS.

Mireille Court

Alençon: devant le tribunal pour appel au boycott des produits israéliens.

Sept militantEs de l'Association France-Palestine – dont deux militantEs du NPA et trois du PCF – sont convoqués devant le tribunal correctionnel le 10 janvier 2013, suite à une action BDS dans un supermarché de la ville. Le 29 mai 2012, ces militantEs avaient déjà été convoqués pour un « rappel à la loi ». Ils avaient bien sûr contesté ce rappel qui supposait qu'ils reconnaissent qu'appeler au boycott relèverait de la haine raciale... Ils avaient alors précisé qu'il s'agissait « d'un grave problème de liberté d'expression politique sur des questions de solidarité internationale avec un peuple agressé et opprimé mais, en rien une provocation à la discrimination, la haine, la violence ». Le soutien aux inculpés s'organise. Un collectif va être mis en place le 28 novembre et une soirée de soutien est prévue le 4 janvier. L'objectif est d'obtenir la relaxe des sept camarades.

Val-de-Reuil (27), vitrine du socialisme « Hollandais » ?

Ici, où le maire Marc-Antoine Jamet est à la fois membre du directoire de LVMH, vice-président du conseil régional et premier secrétaire fédéral du PS, on aime le parrainage d'entreprises. Après la « fondation Val-de-Reuil pour l'école » en janvier dernier, c'est un festival de théâtre qui va être financé grâce à l'intervention du maire dans les milieux d'affaires : 15000 € de BNP-Paribas, 5000 de la caisse des dépôts, autant d'EADS, sans oublier bien sûr 12000 € de LVMH. En clair, on ferme les yeux sur les impôts que ces sociétés devraient payer, à la place on se contente d'une amoune et on leur dit merci de leur générosité de « mécènes » éclairés, bienfaiteurs de la culture ? C'est scandaleux, mais pas étonnant à l'heure où Ayrault et Filippetti ont si vite renoncé à imposer ceux qui placent leur argent en œuvres d'art.

Noël en rose. Le changement c'est maintenant... dans les catalogues de jouets de Noël ! Oups, dans un seul, celui des magasins Super U qui montre des garçons jouant à la dinette ou à la poupée et des filles avec des voitures. Un choix fait à la suite de critiques de clients regrettant la séparation entre les pages roses avec poupées, aspirateurs, cuisinières, bref tout ce qu'il faut pour faire « comme maman », et les pages bleues peuplées de voitures, établis, jeux de construction. Rassurez-vous, tous les autres catalogues persistent dans cette saine distribution des rôles. Ce catalogue « dégenré » est qualifié de « dégénéré » sur un site de cathos intégristes : les enfants deviendraient ainsi « invertis ou anormaux... Super-U s'adaptant à la clientèle de sales invertis qui pourront bientôt adopter d'innocents enfants ». Pendant ce temps, on nous sort pour les filles un œuf Kinder rose, des Lego roses, des Playmobil roses...

SOUSCRIPTION 2012 UNE ÉQUATION EST AFFAIRE DE MORALE

Qui est l'heureux gagnant des 169 M€ de l'euro-million ? *Tout est à nous ! l'hebdo*, votre journal de référence anticapitaliste, a enquêté pour vous. En exclusivité dans son supplément « l'investigation ouvrière », votre hebdo préféré vous informe : une dénommée L. Parisot a coché les bons numéros. Sévère mais juste, le pasteur à l'esprit industriel lui aurait appris qu'un sou est un sou. Ainsi avisée, laissant les bonnes œuvres aux catholiques hypocrites et autres bourgeois victorieux misérabilistes, Parisot devrait investir le petit pécule dans un aréopage de start-up prometteuses. Une véritable Business Angel... Vous n'êtes ni pasteur, ni sévère, ni industriel. Mais vous comptez vos sous. Normal, l'homme aux écus se les garde ou vous les reprend aussi sec. *Tout est à nous ! l'hebdo*, votre journal de référence économique, a calculé pour vous. En exclusivité dans son supplément « leurs moyens et les nôtres », votre hebdo préféré vous propose de poser quelques simples équations.

Commençons par ce qui est légal... donc bon, beau et juste. Le Parti socialiste disposait en 2009 d'un budget de 57 M€, dont 23 d'aides publiques. L'UMP : 54 M€ dont 33 d'aides publiques. Le PCF : 31 M€ et les Verts : 6,5 M€. Cette même année, le NPA disposait de deux millions, dont 800 000 d'aides publiques. Mais suite aux dernières législatives, ces 800 000 € se sont réduits... à 0 €. Poursuivons avec ce qui est moins légal... donc encore plus beau, résolument bon et dialectiquement juste. Une montre Brueget de Julien Dray, quelle splendeur. Mais c'est 4 ou 5 réunions de notre direction nationale. Une semaine sur le yacht de Bolloré, c'est bon pour le dos. Mais c'est un congrès du NPA. Une enveloppe de mamie Bettencourt, c'est juste... de l'argent de poche. Mais c'est 2 duplicopies flambant neuves. Une seule journée de « frais de bouche » du couple Chirac à la mairie de Paris, succulent vous dis-je. Mais c'est 20 000 tracts. Une rétro-commission sur les sous-marins pakistanais dont profita Ballardur pour sa campagne en 1995, c'est juste et nécessaire. Chirac doit perdre. Mais c'est deux fois la campagne de Philippe Poutou. Un dernier chiffre : en 2013, les dons récoltés en 2012 représenteront 25% de notre budget. La souscription annuelle, ce n'est pas du gras. C'est du muscle.

Alors quand vous compterez vos sous, pensez au NPA.

La souscription permet une déduction fiscale des deux

tiers du montant versé : Vous donnez 3 euros, le parti en reçoit 3, l'État vous en déduira 2 sur vos impôts !

Deux moyens de paiement :

Le chèque et la carte bleue (<http://www.npa2009.org/souscription>)

Une seule adresse pour envoyer vos chèques :

Npa souscription 2012 – 2 rue Richard Lenoir – 93100 Montreuil

Un seul ordre pour vos chèques :

Npa souscription

Une seule limite de datation et d'envoi :

Avant le 31 décembre 2012 à minuit

Si votre adresse n'est pas celle mentionnée sur le chèque :

Précisez-le pour que le reçu fiscal arrive à bon port

Si deux noms apparaissent sur le chèque :

Précisez à qui imputer le don

Une seule adresse pour vos questions :

Souscription@npa2009.Org

Succès contre l'Ayrault-port



Parmi les dizaines de milliers de personnes qui se sont rendus dans le bocage nantais, le NPA a manifesté, avec la présence de Christine Poupin et d'Olivier Besancenot. Nos vies valent plus que Vinci ! PHOTOTHÈQUE ROUGE/NPA SAINT-NAZAIRE

NO COMMENT

« Si le mariage entre deux personnes de même sexe devenait une norme, alors où s'arrêteraient les revendications ? Les plus incongrues peuvent, un jour, être légitimées au nom du même principe d'égalité. Qui pourra délégitimer la zoophilie, la polyandrie, au nom du sacro-saint amour ? »

EXTRAIT D'UN COMMUNIQUÉ DE L'UOIF (UNION DES ORGANISATIONS ISLAMIQUES DE FRANCE) DU MARDI 13 NOVEMBRE 2012.

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6 500 exemplaires
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3 500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication :
Ross Harrold
Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®